
Deuxième session, trente et unième Législature

Second Session, Thirty-First Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 243

(PRIVÉ)

Bill No. 243

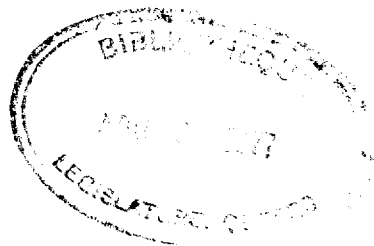
(PRIVATE)

Loi concernant la ville de Bromont

An Act respecting the town of Bromont

Première lecture

First reading



M. GRÉGOIRE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1977

Projet de loi n° 243

(PRIVÉ)

Loi concernant la ville de Bromont

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la ville de Bromont et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que certains pouvoirs lui soient accordés:

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 26 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) est modifié, pour la ville de Bromont, par l'addition, au sous-paragraphe 2° du paragraphe 1, de l'alinéa suivant:

«Nonobstant ce qui précède, la ville peut disposer à titre onéreux, de gré à gré avec l'approbation de la Commission municipale du Québec ou à l'enchère, pour fins de construction domiciliaire, des parcelles de terrains situées dans le parc connu sous le nom de «Parc Gale», actuellement propriété de la ville, et préalablement choisies par la ville de façon à ce que les futures constructions n'altèrent pas le caractère particulier du parc au point de vue urbanisme. La ville peut imposer aux acquéreurs, dans les contrats de vente, les conditions jugées nécessaires pour conserver ce caractère. La ville ne doit pas

Bill No. 243

(PRIVATE)

An Act respecting the town of Bromont

WHEREAS it is in the interest of the town of Bromont and necessary, for the sound administration of its affairs, that it be granted certain powers:

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 26 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) is amended, for the town of Bromont, by adding after paragraph 2 of subsection 1 the following:

“Notwithstanding the foregoing, the town may dispose for valuable consideration, by agreement, with the approval of the Québec Municipal Commission, or by auction, for the construction of housing, of parcels of land situated in the park known as “Gale Park”, presently owned by the town, and previously selected by it in such a way as to ensure that the special character of the park in the town planning scheme remains unaffected by the proposed housing structures. The town may, in the deeds of sale, stipulate any condition deemed necessary for the preservation of that character. The town must not so dis-

disposer ainsi de plus de dix pour cent de la superficie actuelle du Parc Gale.»

2. L'article 426 de ladite loi est modifié, pour la ville, par l'addition, au paragraphe 1°, de l'alinéa suivant:

« Déterminer le nombre maximum de commerces d'une même catégorie, dont l'opération est autorisée dans chaque zone créée en exécution des pouvoirs susmentionnés; ».

3. L'article 472 de ladite loi est modifié, pour la ville, par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

« 2° Pour décréter que le fait par le propriétaire [, le locataire] ou l'occupant d'un lot vacant ou en partie construit, ou d'un terrain, [d'y laisser un ou des véhicules automobiles fabriqués depuis plus de sept ans, non immatriculés pour l'année courante et hors d'état de fonctionnement,] de laisser pousser sur ce lot ou ce terrain des branches, des broussailles ou des mauvaises herbes, ou d'y laisser des ferrailles, [] des déchets, des détritrus, des papiers, des bouteilles vides [et des substances nuisabondes,] constitue une nuisance. []

Pour imposer des amendes [au propriétaire, au locataire ou à l'occupant] qui laissent exister de telles nuisances sur de [tels lots ou] terrains, ou pour prendre ou imposer toute mesure destinée à [éliminer ou] empêcher ces nuisances.

Le tribunal qui prononce la sentence peut, en sus des amendes et des frais, ordonner que des nuisances qui ont fait l'objet de l'infraction soient enlevées, dans un délai de huit jours à compter du jugement, par le propriétaire, le locataire ou l'occupant et qu'à défaut par cette ou ces personnes de s'exécuter dans ce délai, les nuisances soient enlevées par la ville aux frais de cette ou de ces personnes.

pose of more than ten per cent of the present area of Gale Park.”

2. Section 426 of the said act is amended, for the town, by adding to paragraph 1 the following:

“To determine the maximum number of commercial businesses of the same category authorized to operate in each zone created pursuant to the above mentioned powers;”.

3. Section 472 of the said act is amended for the town by replacing paragraph 2 by the following:

“(2) To decree that for the owner, [lessee] or occupant of a vacant or partly built lot or land [to leave upon such lot or land one or more motor vehicles built more than seven years previously, having no markers for the current year and in such a condition that they cannot be driven,] to allow branches, brush or weeds to grow on such lot or land or to leave scrap iron, [] rubbish, refuse, paper, empty bottles [or noxious substances] thereon constitutes a nuisance. []

To impose fines on [the owner, lessee and occupant] who permit such nuisances on such [lots or] land, or to take or impose any measure intended [to eliminate or] prevent such nuisances.

The court pronouncing sentence may, in addition to the fines and costs, order the removal of the nuisances which were the subject of the infringement within a delay of eight days from the judgment rendered, by the owner, lessee or occupant, and on failure by such person or persons to comply within such delay, the removal of the nuisances by the town at the expense of such person or persons.

Tous les frais encourus par la ville pour enlever ou faire enlever les nuisances pour mettre à exécution toute mesure destinée à éliminer ou empêcher ces nuisances constituent contre la propriété où étaient situées les nuisances une charge assimilée à la taxe foncière et sont recouvrables de la même manière.

Pour les fins du présent paragraphe, «véhicule automobile» désigne tout véhicule au sens du Code de la route (Statuts refondus, 1964, chapitre 231);».

4. Aucune nullité ni illégalité ne peut être invoquée à l'encontre de la résolution de la Commission municipale du Québec portant le numéro 175-116 ou de quelque partie d'icelle, adoptée lors de la séance de ladite Commission le 7 mars 1977 et adoptant le budget de la ville de Bromont pour l'exercice financier 1977, non plus qu'à l'encontre du rôle de perception ou de quelque partie d'icelui, préparé pour donner suite audit budget. Ce budget tel qu'adopté ne peut être contesté en tout ou en partie et constitue le budget de la ville de Bromont pour l'année 1977.

5. L'article 3 de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 171) est modifié, pour la ville, par l'addition de l'alinéa suivant:

«Nonobstant ce qui précède, la ville peut consolider son déficit accumulé au 31 décembre 1976 et celui de l'année courante par règlement approuvé seulement par la Commission municipale du Québec et le ministre des affaires municipales.»

6. L'article 3 des règlements 90, 119, 120, 159, 180, 214, 220 et 240, l'article 4 du règlement 205, l'article 10 du règlement 229, l'article 12 du règlement

All costs incurred by the town in removing or causing the removal of the nuisances or in carrying out any measure intended to eliminate or prevent such nuisances constitute, against the property on which the nuisances were situated, a charge of the same rank as the real estate tax, and are recoverable in the same manner.

For the purposes of this paragraph, "motor vehicle" means any vehicle within the meaning of the Highway Code (Revised Statutes, 1964, chapter 231);".

4. No objection may be founded on the nullity or illegality of the whole or any part of resolution No. 175-116 passed by the Québec Municipal Commission at its 7 March 1977 sitting, adopting the budget of the town of Bromont for fiscal 1977, nor on that of the whole or any part of the collection roll prepared pursuant to the said budget. That budget as adopted cannot be contested in whole or in part, and is the budget of the town of Bromont for the year 1977.

5. Section 3 of the Municipal and School Debt and Loan Act (Revised Statutes, 1964, chapter 171) is amended, for the town, by adding the following:

"Notwithstanding the foregoing, the town may consolidate its accrued deficit as on 31 December 1976 and that for the current year, by a by-law approved by only the Québec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs."

6. Article 3 of each of by-laws 90, 119, 120, 159, 180, 214, 220 and 240, article 4 of by-law 205, article 10 of by-law 229, article 12 of by-law 247 and

247 et l'article 9 du règlement 295 sont respectivement remplacés par ce qui suit:

« Pour pourvoir au paiement en capital et intérêts des échéances indiquées au tableau de remboursement de cet emprunt, il est par les présentes imposé et il sera prélevé annuellement sur les lots suivants: 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 542A, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 558, 559, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679 et 680 du cadastre officiel du canton de Farnham, partie est, une taxe spéciale d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année, le tout à un taux suffisant pour assurer le paiement des échéances annuelles et semi-annuelles en capital et intérêts selon les dispositions du présent règlement; des lots susmentionnés sont exclues les propriétés de Louis-Paul Nolet et Dollard Dion, tant qu'ils demeureront propriétaires d'icelles.

Le conseil approprie à la réduction de la dette constituée sous l'autorité du présent règlement tous octrois gouvernementaux. »

Le présent article prend effet pour chacun des règlements y mentionnés à compter de la date de leur entrée en vigueur respective.

7. L'aéroport régional situé dans la ville de Bromont sera financé, service de dettes et coût d'opération, à compter du 1^{er} janvier 1978, sur une base régionale au moyen d'une contribution annuelle fournie par les municipalités énumérées à l'annexe situées en tout ou en partie dans un rayon de dix milles de cet aéroport, en proportion du montant de leur rôle d'évaluation respectif après uniformisation.

article 9 of by-law 295 are, respectively, replaced by the following:

“To provide for the payment of the capital and interest at the terms stated in the repayment programme of such loan, there is hereby imposed and shall be collected each year on the following lots: 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 542A, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 558, 559, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679 and 680 of the official cadastre of the township of Farnham, east part, a special tax based on their value as entered on the valuation roll in force each year, the whole at a rate high enough to ensure the payment of the capital and interest at the annual or semi-annual terms in accordance with this by-law; the properties of Louis-Paul Nolet and Dollard Dion, so long as these persons remain the owners thereof, shall be excluded from the above mentioned lots.

The council shall use all government grants to reduce the debt contracted under this by-law.”

This section comes into force for each of the by-laws mentioned herein as from the respective dates of their coming into force.

7. Service of the debt and the operating costs related to the regional airport situated in the town of Bromont shall, from 1 January 1978, be financed on a regional basis by means of annual contributions from the municipalities, listed in the schedule, situated in whole or in part within a radius of ten miles from the airport, proportionately to the amounts of their respective assessment rolls after uniformization.

L'administration de cet aéroport régional sera exercée, à compter de cette date, par un comité intermunicipal.

Toutes les modalités concernant la création et l'administration de ce comité, la propriété et le financement de l'aéroport sur une base régionale ainsi que les autres questions relatives à cet aéroport seront établies par un document d'entente intermunicipale, adoptée par règlement des villes de Bromont et Cowansville, conformément aux dispositions du paragraphe 37° de l'article 429 et de l'article 475 de la Loi des cités et villes.

Ce projet d'entente qui remplacera à toutes fins l'entente actuelle intervenue entre les villes de Bromont et de Cowansville en date du 16 février 1971, après adoption par ces deux villes, sera transmis à toutes les municipalités mentionnées à l'annexe.

Les municipalités intéressées auront jusqu'au 1^{er} octobre 1977 exclusivement pour accepter, par règlement, le projet d'entente intermunicipale ou pour loger un appel à la Commission municipale du Québec qui, avant le 30 octobre 1977, entendra les représentations des parties intéressées et apportera, si elle le juge nécessaire, des modifications à cette entente.

Le 15 novembre 1977, l'entente intermunicipale entrera en vigueur et sera obligatoire.

8. Nonobstant toute autre disposition inconciliable dans d'autres lois et particulièrement dans la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50) et afin de promouvoir l'implantation d'industries nouvelles dans son parc industriel, la ville peut, par règlement, décréter que l'évaluation des constructions nouvelles, destinées à l'industrie, est considérée comme non imposable, sauf pour l'achat de l'eau mesurée au compteur et le service d'enlèvement des or-

The administration of this regional airport shall from that date be vested in an intermunicipal committee.

All terms and conditions respecting the establishment and administration of the committee, the ownership and financing of the airport on a regional basis and any other matter in connection with the airport shall be determined by a written intermunicipal agreement adopted by by-law by the towns of Bromont and Cowansville in conformity with paragraph 37 of section 429 and section 475 of the Cities and Towns Act.

The written agreement, which shall for all purposes replace the present agreement between the towns of Bromont and Cowansville dated 16 February 1971, shall after adoption by these two towns, be sent to all the municipalities mentioned in the schedule.

The municipalities concerned have until 30 September 1977 to accept, by by-law, the draft intermunicipal agreement or to appeal before the Québec Municipal Commission, which shall, before 30 October 1977, hear the points of view of the interested parties and make any amendments it deems necessary to the agreement.

The intermunicipal agreement shall come into force on 15 November 1977 and shall be binding.

8. Notwithstanding any other inconsistent provision in any other act, particularly in the Real Estate Assessment Act (1971, chapter 50), the town may, in order to promote the establishment of new industries in its industrial park, enact by by-law that the assessed value of new structures for industrial purposes shall be deemed non-taxable except for the cost of metered water and garbage removal, for the first five years following the completion of construc-

dures ménagères, pour les cinq premières années après la fin de la construction. Le présent article cessera d'avoir effet le 31 décembre 1987.

9. Nonobstant toute autre disposition inconciliable dans d'autres lois et particulièrement la Loi sur l'évaluation foncière et afin de stimuler la construction dans la municipalité dans les cinq prochaines années, la ville peut, par règlement, fixer pour fins d'application de la taxe foncière générale seulement, l'évaluation des constructions qui seront érigées dans la municipalité après le 1^{er} janvier 1978 et qui seront destinées à l'habitation domiciliaire, à l'exception des habitations à loyers modiques et de foyers d'hébergement, de la façon suivante:

- à vingt pour cent de leur valeur réelle pour les années 1978 et 1979;
- à quarante pour cent pour l'année 1980;
- à soixante pour cent pour l'année 1981; et
- à quatre-vingts pour cent pour l'année 1982.

10. Pour les fins des règlements 292, adopté le 19 janvier 1976, et 316, adopté le 3 mai 1976, la ville est réputée avoir eu le pouvoir d'adopter ces règlements à compter de la date de leur adoption.

11. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

This section will cease to have effect on 31 December 1987.

9. Notwithstanding any other inconsistent provision in any other act, particularly in the Real Estate Assessment Act, the town, in order to promote construction in the municipality over the next five years, may fix, by by-law, solely for the application of the general real estate tax, the assessment of housing structures erected in the municipality after 1 January 1978, except low-income housing and institutional homes, as follows:

- at twenty per cent of their actual value for the years 1978 and 1979;
- at forty per cent for the year 1980;
- at sixty per cent for the year 1981; and
- at eighty per cent for the year 1982.

10. The town is deemed to have had the power to adopt by-law 292, adopted 19 January 1976, and by-law 316, adopted 3 May 1976, from the said dates, respectively.

11. This act shall come into force on the day of its sanction.

ANNEXE

Ville de Bromont
 Ville de Cowansville
 Ville de Dunham
 Ville de Granby
 Ville du Lac-Brome
 Ville de Waterloo
 Ville de Sutton
 Cité de Farnham
 Village de East-Farnham
 Village de Brome
 Village de L'Ange-Gardien
 Canton de Shefford
 Canton de Granby
 Canton de Sutton
 Paroisse de St-Alphonse
 Paroisse de St-Paul-d'Abbotsford
 Paroisse de St-Ange-Gardien
 Paroisse de St-Ignace-de-Stanbridge
 Municipalité de Rainville
 Municipalité d'Adamsville

SCHEDULE

Town of Bromont
 Town of Cowansville
 Town of Dunham
 City of Granby
 Town of Lac-Brome
 Town of Waterloo
 Town of Sutton
 City of Farnham
 Village of East-Farnham
 Village of Brome
 Village of L'Ange-Gardien
 Township of Shefford
 Township of Granby
 Township of Sutton
 Parish of St-Alphonse
 Parish of St-Paul d'Abbotsford
 Parish of St-Ange-Gardien
 Parish of St-Ignace-de-Stanbridge
 Municipality of Rainville
 Municipality of Adamsville